

## Déclaration des ONG françaises et allemandes sur la réforme des règles budgétaires européennes

La guerre en Ukraine place l'Europe à un tournant de son histoire. Elle met en lumière la vulnérabilité de l'Union européenne et sa dépendance aux énergies fossiles notamment importées de Russie, comme le gaz, le pétrole ou le charbon. Avoir les moyens financiers d'accélérer la transition énergétique et d'améliorer l'efficacité énergétique prend aujourd'hui une importance majeure. En 2020, pour faire face aux graves conséquences du COVID-19 sur la santé publique et la détérioration de l'économie européenne, la Commission européenne avait permis aux États membres d'augmenter leurs dépenses publiques en activant la *General Escape Clause* du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Inadapté pour faire face à la crise sanitaire qui touche toujours l'Union, le Pacte de Stabilité est également obsolète pour répondre à la crise climatique et à destruction de la biodiversité et incompatible avec la mise en œuvre du Green Deal européen. Les règles du Pacte ne prennent en compte que la croissance, en oubliant les risques et les impacts de la crise climatique. Elles ne contribuent pas à orienter les investissements en faveur de la transition écologique juste. Ces règles budgétaires ont été mises en place au siècle dernier pour maintenir la stabilité macroéconomique et alléger le fardeau de la dette sur les générations futures. Aujourd'hui, réduire le fardeau sur les générations futures implique d'investir dans la transformation juste de nos économies et de nos sociétés pour rester en dessous d'un réchauffement de +1,5°C.

Nous ne pouvons pas nous permettre de revenir aux règles d'avant la crise sanitaire. Le « Fit for 55 » est le paquet législatif dédié à la transition écologique le plus important et le plus ambitieux. Pour atteindre et aller au-delà de notre objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, et pour arriver à la neutralité climatique bien avant 2050, **les règles budgétaires doivent être réformées.**

**Pour cela, une règle d'or verte qui sécuriserait les dépenses vertes et inciterait les États membres à investir massivement dans la transition écologique doit trouver sa place dans les règles fiscales et budgétaires européennes.** Cette règle permettrait aux États membres d'exempter les dépenses publiques en faveur de la transition du calcul de leur déficit et plafond de dépenses. Dans un premier temps, de nouvelles règles et lignes directrices en matière de flexibilité sont requises. À long terme, un pacte de durabilité et de stabilité pourrait remplacer le pacte de stabilité et de croissance et devenir le fondement de la transformation socio-écologique de l'Union européenne, afin de rendre l'Europe plus résiliente.

Des investissements rapides et massifs sont nécessaires dans la transition énergétique pour rompre avec notre dépendance au gaz fossile, au pétrole et au charbon. Au lieu de détourner les investissements vers le nucléaire et le gaz fossile, l'Europe doit permettre aux États membres de

déployer massivement les énergies renouvelables, d'intensifier l'efficacité énergétique ou encore de développer des mesures de sobriété. La Commission européenne estime qu'au moins 520 milliards d'euros sont nécessaires chaque année pour financer la transition écologique d'ici 2030<sup>1</sup>. La Cour des comptes européenne, prenant en compte les objectifs du paquet climat « Fit for 55 », estime, quant à elle, que ce sont 28 000 milliards d'euros qui devront être investis dans les trente prochaines années, soit environ 1 000 milliards d'euros par an sur la période 2021-2050. Sans un engagement ambitieux dès aujourd'hui, le coût de l'inaction climatique, environnementale et sociale sera bien plus élevé que le coût de l'action<sup>2</sup>. Cela doit être dans l'esprit des décideurs politiques lorsque de la discussion autour de la révision des règles budgétaires commencera.

**Réformer le pacte de stabilité et de croissance est essentiel pour financer la mise en œuvre du paquet « Fit for 55 » et du Green Deal européen, tout en garantissant la viabilité financière des budgets nationaux. Les États membres doivent pouvoir investir autant que nécessaire dans la transition, sans avoir à réduire d'autres dépenses publiques. En contrepartie, les dépenses néfastes à l'environnement devront être éliminées le plus vite possible et l'intégrité climatique et environnementale des budgets nationaux doit être garantie.**

Le couple franco-allemand a créé la dynamique autour du plan de relance européen en 2020 en poussant l'Union à développer cet instrument historique pour faire face à la crise. Une étape majeure de la solidarité européenne a été franchie, grâce notamment à l'ancien ministre allemand des Finances, Olaf Scholz, et au ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. Il est à présent vital de sécuriser cette avancée à travers la réforme du pacte de stabilité et de croissance. Cela doit rendre tangible le projet de neutralité climatique pour l'Europe d'ici à 2050.

C'est désormais au gouvernement du Président Macron et à la coalition du Chancelier Scholz de franchir cette étape historique pour une Europe climatiquement neutre, verte et souveraine.

## ORGANISATIONS SIGNATAIRES

DNR - Deutscher Naturschutzring  
Réseau Action Climat - France  
Alofa Tuvalu  
Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) - Friends of the Earth Germany  
Deutscher Tierschutzbund  
EuroNatur  
Fondation pour la Nature et l'Homme  
France Nature Environnement  
Greenpeace  
Germanwatch e.V.  
Klima-Allianz Deutschland  
SEPANSO  
WWF Deutschland  
WWF France

---

<sup>1</sup> Commission européenne, « Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance », 19 octobre 2021

[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic\\_governance\\_review-communication.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf)

<sup>2</sup> Joint Research Centre of the European Commission, « JRC Technical report - Economic analysis of selected climate impacts », 2020.

[https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv\\_task\\_14\\_economic\\_analysis\\_final\\_report.pdf](https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv_task_14_economic_analysis_final_report.pdf)